

Conseil Municipal  
du 27 janvier 2022

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES-VERBAL DE REUNION

N°	
1	SANTE : prise de compétence centre de santé – Mayenne Communauté
2	Budget Participatif - Validation du vote citoyen
3	Mise en place sur le Territoire communal d'une convention locale de Coopération de Sécurité
4	Modification du schéma directeur des circulations apaisées et du plan de sectorisation des vitesses de 2015 et proposant le passage à 30km/h sur l'ensemble de l'agglomération de Mayenne
5	TEM - Effacement des réseaux - Rue des Pescheres et du Dr Morisset
6	TEM - Effacement des réseaux - Rue de Fontaine
7	Assainissement collectif – Remboursement de M. Francou Alban pour une intervention de la Compagnie des Déboucheurs au n°26 Boulevard Anatole France
8	Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention pour la réalisation des travaux d'amélioration de l'autosurveillance sur la station d'épuration du Halage
9	Octroi d'une subvention exceptionnelle au Secours Catholique de la Mayenne
10	Convention CREHA OUEST – Service Logement Ville de Mayenne
11	Convention de mise à disposition de locaux Hop Cie avec Mayenne Communauté
12	Finances - Exercice 2022 - Subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale – Avance sur subvention 2022
13	Finances - Exercice 2022 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2022
14	Association Agitato formation – location de locaux – convention 2022 à 2024
15	Adhésion et approbation des statuts du syndicat mixte e-Collectivités
16	Election d'un représentant au syndicat mixte e-Collectivités au sein du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre
17	Finances – Droits de stationnement – Tarifs au 1er février 2022
18	Finances - Exercice budgétaire 2022 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
19	Exercice budgétaire 2022 – Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
20	Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Sainte Anne Saint Joseph – Subvention à l'OGEC Vallée Don Bosco
21	Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Crématorium – Tarifs 2022
22	Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Chambre funéraire – Tarifs 2022
23	Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Pompes funèbres – Tarifs 2022
24	Finances – Budget Principal - Exercice 2022 – Admission en non-valeur de produits communaux
25	Finances – Budget Principal - Exercice 2022 – Admission en non-valeur de produits communaux – Créances éteintes
26	Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance, chauffage, ventilation et climatisation (22SER04)

**SIGNATURE DE MARCHES DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE**

N° du marché	Objet	Montant du marché en € HT	Date de signature	Titulaire
21TRA23-4	Travaux de menuiseries intérieures pour la rénovation de la salle municipale Robert Buron Relance MSPMC	54 291.00 € HT	10/12/21	SARL GBM
21TRA23-7	Travaux de plomberie et de CVC pour la rénovation de la salle municipale Robert Buron Relance MSPMC	97 479.03 € HT	10/12/21	SAS CSM

<b>DEPARTEMENT DE LA MAYENNE</b>	<b><u>VILLE de M A Y E N N E</u></b>	
<b>ARRONDISSEMENT DE MAYENNE</b>	<b><u>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</u></b>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	/	L'an deux mille vingt-deux, le 21 janvier, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 27 janvier, en visioconférence, à 20 h.
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	/	
Quorum	17	

### **Séance du 27 janvier 2022**

#### **Assistaient à la séance :**

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS (*arrive au point n°2*), Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. BAILLAU, Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, M. DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, PAPAIZAN, M. MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON, Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. FRANCOU, CHOUZY, Mme DEGUARA conseillers municipaux.

#### **Excusés :**

M. GUERALT donne pouvoir à Mme LEFOULON  
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à Mme COLLET  
M. BESSIN donne pouvoir à Mme FOURNIER  
Mme OGER donne pouvoir à Mme PAPAIZAN

Mme FOURNIER a été désignée secrétaire de séance.

### **1 - SANTE : prise de compétence centre de santé – Mayenne Communauté**

#### **M. TALOIS expose :**

Considérant que Mayenne communauté à travers son contrat local de santé mène une réflexion active sur la question du salariat de médecin sur notre territoire depuis le début de l'année 2021. Cette démarche fait suite aux orientations de travail qui vous avaient été soumises en bureau communautaire du 15 décembre 2020, et à la présentation soumise en bureau communautaire du 14 septembre 2021 ;  
Considérant que trois médecins ont sollicité le statut de salariat pour exercer en médecine de ville et considérant leur demande pour deux d'entre eux d'exercer à Lassay Les Châteaux et pour l'autre à Martigné sur Mayenne ;

Considérant les difficultés sur notre territoire concernant l'accès aux soins, et considérant que cette situation risque de se détériorer au regard des départs en retraites à prévoir jusqu'en 2025 ;  
Considérant que le statut de médecin salarié semble répondre à une demande croissante des jeunes médecins ;

Considérant le développement d'une offre de médecins salariés via des centres de santé sur les territoires voisins (Orne, Ille et Vilaine) ;

Considérant la mise à l'étude favorable d'un projet de centre de santé sur le territoire porté conjointement par Mayenne communauté et le Centre Hospitalier du Nord Mayenne, sous la forme juridique d'un groupement de coopération sanitaire ;

Considérant l'étude médico économique réalisée faisant apparaître une viabilité économique du projet ;  
Considérant l'avancement du projet permettant de penser au démarrage de l'activité du centre de santé par conjointement par Mayenne communauté et le Centre Hospitalier du Nord Mayenne d'ici le printemps 2022 ;

Considérant les retours favorables sur les contours de ce projet par la DT ARS (délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé) et la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) ;

Considérant la nécessité pour la collectivité de disposer d'une compétence supplémentaire explicite en complément des autres compétences exercées dans le domaine de la santé publique ;

**M. LE SCORNET** : Je vois des perspectives intéressantes concernant les annonces pour l'hôpital de Mayenne même si tout reste à concrétiser. 12 millions d'euros seront apportés au CHNM pour accélérer le déménagement des services vers le site de la Baudrairie. Ça permettra une meilleure synergie entre les services. Il a été annoncé qu'il n'y aurait pas de fermeture de service à Mayenne. Il n'y a aucune précision et aucune annonce sur le dossier de la présence médicale et on sait que c'est à l'origine de nos difficultés.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, ajoute la compétence suivante dans le domaine de la santé publique à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022 :**

- **création, gestion ou participation à un centre de santé**

## **2 - Budget Participatif - Validation du vote citoyen**

### **M. TALOIS expose :**

Nous avons inscrits dans notre programme municipal notre volonté de renforcer les liens entre les citoyens et les élus. Cette première expérience de budget participatif montre, s'il en était besoin, combien les Mayennais sont intéressés à leur ville. Ce sont 26 projets qui ont été déposés pour cette première édition. Compte tenu des critères du règlement intérieur le Comité de pilotage de cette opération a retenu 7 projets qui ont été soumis au vote des habitants durant trois jours. Le projet « Aire de jeux enfants et Fit park » est arrivé en tête des votes et fera donc l'objet d'une inscription budgétaire à hauteur de 50 000 euros lors du vote du budget en mars prochain.

**M. TALOIS** : Cette démarche vise à ce que les citoyens soient partis prenantes de la vie collective. Même s'il y a un projet qui a été retenu, je salue les autres projets qui avaient beaucoup d'intérêt. Ils pourront être reproposés l'an prochain car nous avons bien l'intention de reconduire un budget participatif. Merci aux personnes membres du comité de pilotage pour leur travail.

**M. LE SCORNET** : On remercie les 3 habitants volontaires de ce comité de pilotage. L'idée est de reconduire cette opération.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide le choix effectué par l'ensemble des votants et retient le projet « Aire de jeux enfants et Fit Park » au titre du budget participatif.**

## **3 - Mise en place sur le Territoire communal d'une convention locale de Coopération de Sécurité**

### **M. PAILLASSE expose :**

Contexte national:

A la suite des événements que la France a connus en 2015, le Ministère de l'Intérieur a souhaité renforcer les coopérations opérationnelles entre les acteurs publics et privés de la sécurité dans chaque département.

Dans cette perspective, le dispositif de Convention Locale de Coopération de Sécurité (CLCS) a été créé pour permettre aux territoires recensés comme pouvant générer un sentiment d'insécurité d'organiser une coopération entre les différents acteurs de la sécurité qui y interviennent.

#### Contexte local :

A Mayenne, l'évaluation des risques de délinquance et de troubles à la tranquillité publique conduite par la Gendarmerie nationale fait apparaître la situation suivante :

- Les zones d'activité de l'Huilerie et des Peyennières, situées dans le même périmètre, ainsi que la zone de Poirsac se trouvent confrontées à une situation d'insécurité, estimée supérieure à la Moyenne départementale, caractérisée par la commission ou la tentative de commission en son sein de faits de délinquance portant essentiellement atteinte aux biens : cambriolages, dégradations, vols simples....
- Ces zones d'activités se trouvent confrontées à une situation particulière d'insécurité du fait des activités qui y sont pratiquées (entreprises commerciales, sites industriels, entreprises stockant des matériaux de construction, concessions automobiles...), de leur environnement (absence quasi-totale d'activité nocturne, à l'exception des quelques établissements de restauration rapide...), et de leur configuration et notamment leur proximité avec des axes majeurs de circulation, permettant une exfiltration aisée des délinquants dans plusieurs directions.

Sur la base de ces constats et après sollicitation des services de gendarmerie de Mayenne, il est aux sollicité l'avis des élus de la Collectivité sur la mise en place sur d'une coopération opérationnelle renforcée, dans le cadre réglementaire d'une Convention Locale de Coopération de sécurité (CLCS) signée par Mr le Maire de Mayenne, les forces de gendarmerie, et les acteurs économiques des zones concernées.

Celle-ci se traduirait dans les faits par un double objectif opérationnel :

1. Conjuguer les efforts pour prévenir et lutter plus efficacement contre toutes les formes de délinquance et de malveillance, et ce notamment par des rappels réguliers des actions et des bons réflexes à adopter ( mesures conservatoires, conduite à tenir en cas d'agression, vol ou escroquerie....)
2. Sensibiliser les acteurs économiques privés aux phénomènes de délinquance et à la sureté des zones d'activité. Cette sensibilisation serait assurée par un représentant de la Gendarmerie et pourrait prendre les formes suivantes :
  - ✓ Présentation des enjeux de sécurité
  - ✓ Nécessité de veiller au bon fonctionnement des systèmes de vidéoprotection mis en œuvre sur la zone d'activité
  - ✓ Missions de conseil auprès des acteurs économiques en cas de modification des systèmes en question (ajout ou retrait de caméras, changement de positionnement...)

**M. MOTTAIS :** Les sujets de sécurité sont gérés par un adjoint dédié mais ils ne sont pas soumis à réflexion au sein d'une commission. Cette convention peut-elle faire l'objet d'un travail ou d'une concertation en amont avec les élus ?

**M. LE SCORNET :** La sécurité est un enjeu qui doit traverser les préoccupations des citoyens et des élus. Je ne vois aucun inconvénient à ce qu'il y ait une réunion de travail dédiée à ce sujet. Le contrat local de sécurité existe déjà.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Maire à signer la Convention Locale de Coopération de Sécurité qui pourrait être établie avec les services de l'Etat et de Gendarmerie.**

#### **4 - Modification du schéma directeur des circulations apaisées et du plan de sectorisation des vitesses de 2015 et proposant le passage à 30km/h sur l'ensemble de l'agglomération de Mayenne**

##### **M. MARIOTON expose :**

En 2015, les élus de Mayenne ont souhaité mettre en place un schéma directeur des circulations apaisées (extrait de la délibération du 5 mars 2015).

Pour ce faire, un plan de sectorisation des vitesses a été élaboré. Sur ce plan figurait principalement une identification des voies de la ville de Mayenne à 90, 70, 50, 30 et 20 km.

Après 6 ans d'existence de ce schéma, la mise en œuvre inachevée d'une telle organisation passe par la rédaction d'arrêtés de mise en adéquation conséquente. Cela engendre une difficulté en termes d'inventaire de signalisation, avec le fleurissement d'un nombre important de panneaux (début et fin de zone 30, Zone de rencontre etc.).

L'équipe municipale souhaite continuer à améliorer la qualité de vie offerte aux habitants de la ville de Mayenne en facilitant le partage de la voirie tout en encourageant le développement des modes actifs (marche et vélo) en sécurité.

Par un arrêté du 9 avril 2021 publié au journal officiel du 16 avril, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière a été modifiée pour entrer un nouveau mode de signalisation des limitations de vitesse dans la réglementation.

Ainsi « lorsque la vitesse maximale autorisée est abaissée sur l'ensemble de l'agglomération, des marques identiques aux marques de rappel de la vitesse maximale autorisée peuvent être utilisées sans signalisation verticale sur les voies où la vitesse maximale autorisée est maintenue à 50 km/h. »

Nous avons sollicité les services techniques de la ville de Mayenne qui ont travaillé avec les services du département et de l'état afin de mettre en œuvre le passage généralisé à 30 km/h sur l'ensemble des voies situées après les panneaux d'entrée d'agglomération et de conserver quelques axes à 50 km/h sur la ville de Mayenne.

**M. TRIDON :** Vous parlez de meilleure cohabitation entre les voitures, les vélos et la marche. Les travaux sur le viaduc ont démarré le 25 octobre et se sont terminés en novembre. On ne voit pas du tout de voie cyclable. Est-ce qu'il y a un souci de peinture ou autre ?

De plus, nous sommes surpris de voir que le boulevard Anatole France reste à 50 km/h alors qu'il y a un établissement scolaire. Il serait intéressant pour une portion de ce boulevard de la passer à 30 km/h pour une raison de sécurité.

**M. MARIOTON :** Lors des copils déplacement doux, nous en avons parlé. Sur le viaduc, on a décidé de ne pas faire de marquage au sol pour les vélos mais seulement une indication verticale qui précise que les piétons et les vélos ont le droit de circuler de façon mélangée car la largeur du trottoir ne nous permettait pas de matérialiser une voie à la bonne largeur.

Concernant le boulevard Anatole France, nous avons la même réflexion que vous. Aujourd'hui, l'accès aux écoles est quelque chose de très important mais se réduit à 4 tranches d'une heure par jour. Il faut y faire attention et j'en ai conscience. Je pense qu'il y a suffisamment de panneaux qui interpellent l'ensemble des utilisateurs de la route de la présence de l'école. On peut passer à 30 km/h s'il y a un sens mais il reste les 20 h où il n'y a pas de sortie scolaire et j'ai toujours une part d'hésitation. On continue d'y travailler pour savoir si on peut passer à 30 km/h.



**M. TRIDON** : Je pense que ce serait important par rapport au nombre de véhicules (voitures et poids lourds) qui passent sur ce boulevard.

**M. MARIOTON** : On n'a pas limité notre réflexion au seul ensemble scolaire Don Bosco et on pense également à la rue Ambroise de Loré où il y a une sortie d'école qu'il serait judicieux de protéger.

**M. LE SCORNET** : La circulation y est même plus dangereuse dans la descente. On a également beaucoup de demandes de la part de riverains de lotissements par rapport à des vitesses de circulation excessive. Une manière d'y répondre est la mise en place de ces 30 km/h. L'enjeu de sécurité routière est très important. La mesure que nous prenons ce soir est avant tout le choix de l'apaisement en terme de circulation et d'amélioration de la qualité du bruit et de la pollution sonore.

**M. MOTTAIS** : Il nous paraît cohérent d'avoir un schéma de circulation global qui inclue la sécurisation des scolaires. La question du boulevard Anatole France et de la rue Ambroise de Loré nous pose un vrai sujet de sécurité pour les scolaires.

**M. LE SCORNET** : Comme on vous l'a répondu, cette question sera traitée. Franchement, je ne comprends pas votre abstention, sinon se cacher derrière son petit doigt.

**M. MOTTAIS** : Elle est traitée mais ce n'est pas le cas actuellement.

**M. LE SCORNET** : On vous propose de passer à 30 km/h.

**M. MOTTAIS** : Ce n'est pas indiqué dans la délibération.

**Mme DESBOIS** : On est en train de voter pour apaiser notre centre-ville. On travaille encore dessus et ça va évoluer. L'avancée est vraiment qu'on apaise le centre-ville avec le 30 km/h.

**M. MOTTAIS** : Je suis d'accord mais on est en train de voter une délibération dans laquelle il est indiqué que le boulevard Anatole France et la rue Ambroise de Loré conservent le 50 km/h. Après, on attend que ça soit suivi des faits mais aujourd'hui ce n'est pas le cas.

**M. LE SCORNET** : Je voudrais vous entendre sur le principe même des 30 km/h sur la ville. Pouvez-vous vous exprimer clairement ?

**M. MOTTAIS** : Oui même si la question de sécurité n'est pas qu'une question de vitesse mais aussi d'aménagement et là on se rejoint. Ce qui nous paraît important est la sécurisation des établissements scolaires. La délibération sur laquelle on se prononce indique que le boulevard Anatole France et la rue Ambroise de Loré conservent le 50 km/h. Nous estimons que devant les établissements scolaires, il faut que ce soit à 30 km/h dès maintenant.

**M. LE SCORNET** : Je vous demande de vous exprimer clairement sur le principe même du 30 km/h et de ne pas chercher un prétexte pour voter contre.

**M. TRIDON** : Dans la délibération, il est bien indiqué que le boulevard Anatole France restait à 50 km/h. Dans la délibération, enlevez la mention du boulevard Anatole France et de la rue Ambroise de Loré.

**M. LE SCORNET** : On vient de vous dire qu'on va traiter le problème devant les établissements scolaires.

**Mme ANGOT** : On a le droit de s'abstenir.

**M. LE SCORNET** : Absolument.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (MM. MOTTAIS, TRIDON, FAUCON et FRANCOU et Mmes JONES, ROUYERE et ANGOT s'étant abstenus), modifie le plan de sectorisation des vitesses de la ville permettant ainsi de modifier le schéma directeur des circulations apaisées de 2015 en généralisant la**

**limitation de vitesse à 30 km/h sur l'ensemble des voies communales et départementales en agglomération de Mayenne à l'exception des voies suivantes :**

- Rue de Rennes
- Rue de Bretagne
- Rue Duguesclin
- Rue de Normandie
- Rue Amboise de Loré
- Rue Roulois
- Boulevard Paul Lintier
- Boulevard François Mitterrand
- Rue de la Peyennière
- Boulevard Jean Monnet (RD 304)
- Boulevard Anatole France (RD 304)
- Boulevard Pierre Mendès France (RD 304)

**qui conservent le 50km/h.**

## **5 - TEM - Effacement des réseaux - Rue des Pescheries et du Dr Morisset**

### **M. MARIOTON expose :**

Dans le cadre de l'aménagement des rues des Pescheries et du Dr Morisset prévu en 2022 par le service Voirie, il est prévu des travaux de dissimulation des réseaux électriques, téléphoniques et d'éclairage public.

La maîtrise d'ouvrage de ces prestations est confiée au TEM qui assure une participation financière à hauteur de 35 % des travaux HT sur les réseaux électriques et à hauteur de 25 % des travaux HT sur les réseaux d'éclairage public.

Afin de bénéficier de cette aide, il y a lieu de conventionner avec le TEM et de signer les pièces nécessaires au dossier :

- **Délibération** pour approuver le projet et contribuer aux financements proposés par le TEM
- **Convention de mandat** entre Territoire d'énergie Mayenne et la commune de MAYENNE pour l'ensemble des travaux de d'effacement RT, BT et EP.

Il vous est présenté l'estimation sommaire de dissimulation urbaine des réseaux électriques, des infrastructures de communication et d'éclairage public relative au dossier cité en référence.

Il est précisé qu'à ce niveau d'instruction du dossier les montants mentionnés ci-dessous sont communiqués à titre indicatif. Les éléments détaillés seront transmis ultérieurement après une étude approfondie de l'opération.

Ce projet entre dans le cadre du programme de dissimulation "comité de choix" et Territoire d'énergie Mayenne propose à la Commune de réaliser ces travaux aux conditions financières suivantes :

### **Réseaux d'électricité**

Estimation HT du coût des travaux	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 35%	Maîtrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
118 710 €	41 548,50 €	5 935,50 €	83 097 €

La taxe sur la valeur ajoutée sera prise en charge et récupérée par Territoire d'énergie Mayenne.



Travaux de génie civil des infrastructures de communication électronique - Option A

Estimation TTC des travaux de génie civil	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 0 %	Maitrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
37 000 €	0 €	1 850 €	38 850 €

Il est précisé que les travaux de câblage sont gérés et financés intégralement par l'opérateur Orange. Il est rappelé que cette estimation reste conditionnée au choix des fournitures opéré par la commune.

Éclairage public lié à la dissimulation

Estimation HT des travaux	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 25%	Maitrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
40 400 €	10 100 €	2 020 €	32 320 €

La Taxe sur la Valeur Ajoutée ainsi que le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) seront pris en charge et récupérés par Territoire d'énergie Mayenne.

Il est rappelé que cette estimation reste conditionnée au choix des fournitures opéré par la commune.

Comme suite aux dispositions arrêtées par le comité syndical le 07/12/2011, une contribution de 50 % des sommes dues sera demandée à la commune au moment de la commande des travaux à l'entreprise réalisatrice.

Le solde des participations sera ajusté au coût réel à la réception des travaux. Le versement de celle-ci interviendra à réception du titre émis par TE53.

Il est précisé que faute de transmission de la délibération, les études et travaux ne pourront pas être engagés.

Pour rappel : le subventionnement des études étant conditionné à la réalisation des travaux, toute étude réalisée pour laquelle la commune renoncerait d'en financer les travaux, ne pourra bénéficier de la subvention et lui sera intégralement facturée.

Ces explications entendues et après délibération,

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve le projet et contribue aux financements proposés par Territoire d'énergie Mayenne selon le choix arrêté ci-dessous et selon les conditions précitées :**

Réseaux d'électricité, d'éclairage public

Application du régime dérogatoire :

A l'issue des travaux, acquittement, en capital, des travaux d'électricité, d'infrastructures de communication électronique et d'éclairage public, sous forme de Fonds de concours d'un montant estimé de :

Le coût global de l'opération permet application des dispositions de l'article 14 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009

154 267 €	Imputation budgétaire en section dépense d'investissement au compte 20415
-----------	---

- **inscrit à son budget les dépenses afférentes dans la section correspondant à son choix.**

## 6 - TEM - Effacement des réseaux - Rue de Fontaine

### M. MARIOTON expose :

Dans le cadre de l'aménagement de la rue de Fontaine prévu en 2022 par le service Voirie, il est prévu des travaux de dissimulation des réseaux électriques, téléphoniques et d'éclairage public.

La maîtrise d'ouvrage de ces prestations est confiée au TEM qui assure une participation financière à hauteur de 35 % des travaux HT sur les réseaux électriques et à hauteur de 25 % des travaux HT sur les réseaux d'éclairage public.

Afin de bénéficier de cette aide, il y a lieu de conventionner avec le TEM et de signer les pièces nécessaires au dossier :

- **Délibération** pour approuver le projet et contribuer aux financements proposés par le TEM
- **Convention de mandat** entre Territoire d'énergie Mayenne et la commune de MAYENNE pour l'ensemble des travaux de d'effacement RT, BT et EP.

Il vous est présenté l'estimation sommaire de dissimulation urbaine des réseaux électriques, des infrastructures de communication et d'éclairage public relative au dossier cité en référence.

Il est précisé qu'à ce niveau d'instruction du dossier les montants mentionnés ci-dessous sont communiqués à titre indicatif. Les éléments détaillés seront transmis ultérieurement après une étude approfondie de l'opération.

Ce projet entre dans le cadre du programme de dissimulation "comité de choix" et Territoire d'énergie Mayenne propose à la Commune de réaliser ces travaux aux conditions financières suivantes :

#### Réseaux d'électricité

Estimation HT du coût des travaux	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 35%	Maîtrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
96 700 €	33 840 €	4 835 €	67 690 €

La taxe sur la valeur ajoutée sera prise en charge et récupérée par Territoire d'énergie Mayenne.

#### Travaux de génie civil des infrastructures de communication électronique - Option A

Estimation TTC des travaux de génie civil	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 0 %	Maîtrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
21 250 €	0 €	1 062,50 €	22 312,50 €

Il est précisé que les travaux de câblage sont gérés et financés intégralement par l'opérateur Orange. Il est rappelé que cette estimation reste conditionnée au choix des fournitures opéré par la commune.

#### Éclairage public lié à la dissimulation

Estimation HT des travaux	Subvention de Territoire d'énergie Mayenne 25%	Maîtrise d'œuvre Taux MOE en vigueur	Participation de la Commune
20 500 €	5 125 €	1 025 €	16 400 €

La Taxe sur la Valeur Ajoutée ainsi que le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) seront pris en charge et récupérés par Territoire d'énergie Mayenne. Il est rappelé que cette estimation reste conditionnée au choix des fournitures opéré par la commune.

Comme suite aux dispositions arrêtées par le comité syndical le 07/12/2011, une contribution de 50 % des sommes dues sera demandée à la commune au moment de la commande des travaux à l'entreprise réalisatrice.

Le solde des participations sera ajusté au coût réel à la réception des travaux. Le versement de celle-ci interviendra à réception du titre émis par TE53.

Il est précisé que faute de transmission de la délibération, les études et travaux ne pourront pas être engagés.

Pour rappel : le subventionnement des études étant conditionné à la réalisation des travaux, toute étude réalisée pour laquelle la commune renoncerait d'en financer les travaux, ne pourra bénéficier de la subvention et lui sera intégralement facturée.

Ces explications entendues et après délibération,

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve le projet et contribue aux financements proposés par Territoire d'énergie Mayenne selon le choix arrêté ci-dessous et selon les conditions précitées :**

Réseaux d'électricité, d'éclairage public

Application du régime dérogatoire :

Le coût global de l'opération permet application des dispositions de l'article 14 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009

A l'issue des travaux, acquittement, en capital, des travaux <d'électricité, d'infrastructures de communication électronique et d'éclairage public, sous forme de Fonds de concours d'un montant estimé de :

106 402,50 €	Imputation budgétaire en section dépense d'investissement au compte 20415
--------------	---

- **inscrit à son budget les dépenses afférentes dans la section correspondant à son choix.**

**7 – Assainissement collectif – Remboursement de M. Francou Alban pour une intervention de la Compagnie des Déboucheurs au n°26 Boulevard Anatole France**

**M. MARIOTON expose :**

En juin 2020 la Ville de Mayenne a conclu un marché de travaux de renouvellement des réseaux d'eaux pluviales, d'eaux usées et d'eau potable Boulevard Anatole France – Rive Ouest – Bassin versant nord avec l'entreprise STPO.

Le 30 juillet 2021 après l'achèvement de ces travaux, M. Alban Francou résidant 26 boulevard Anatole France a fait intervenir La Compagnie des déboucheurs pour inspecter la conduite d'évacuation des eaux usées de son habitation suite à un engorgement des sanitaires.

Cette inspection a montré que l'engorgement était dû à un désordre résultant d'une mauvaise exécution de la part de l'entreprise qui a réalisé les travaux de renouvellement du réseau d'eaux usées.

L'intervention de la Compagnie des déboucheurs étant causée par une malfaçon de l'entreprise qu'elle a missionnée, la Ville de Mayenne doit prendre en charge cette intervention. Le coût de cette intervention sera facturé à l'entreprise qui a exécuté les travaux.

**M. FRANCOU :** Je salue la rapidité d'intervention et le sérieux de la Compagnie des Déboucheurs. En moins de 48 h, une solution provisoire était mise en place.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée (M. FRANCOU n'ayant pas pris part au vote) :**

- **autorise le remboursement de M. FRANCOU Alban à hauteur du montant de l'intervention de la Compagnie des Déboucheurs, soit 110 €**
- **facture à l'entreprise STPO le coût de l'intervention de la Compagnie des Déboucheurs, soit 110 €.**

<b>8 - Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention pour la réalisation des travaux d'amélioration de l'autosurveillance sur la station d'épuration du Halage</b>
--

**M. MARIOTON expose :**

La Ville de Mayenne adhère depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 au Fonds Départemental d'eau et d'assainissement au titre des villes urbaines.

A ce titre, en 2019 la Ville de Mayenne a sollicité une subvention de 136 805 € auprès du Conseil Départemental de la Mayenne pour la réalisation de son programme de travaux Eau et Assainissement dont la réalisation des travaux d'amélioration de l'autosurveillance sur la station d'épuration du Halage.

En 2019 le montant des travaux d'amélioration de l'autosurveillance était estimé à 61 000 € HT pour la mise en place de deux débitmètres sur les deux canalisations d'alimentation et de vidange des deux bassins tampons, soit la pose de quatre débitmètres. Aujourd'hui après concertation entre le service Assainissement, l'exploitant de la station, le SATESE 53, la DDT et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, l'objet des travaux d'amélioration de l'autosurveillance n'est plus de poser quatre équipements de mesure mais de poser deux équipements de mesure et de renouveler la canalisation de liaison entre les prétraitements et le bassin anaérobie afin de sécuriser cette liaison.

A l'issue des études Projet, le montant des travaux est estimé à 161 200 € HT dont 6 200 € de maîtrise d'œuvre.

Cette opération bénéficiant d'une aide financière de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à hauteur de 70 %, suivant les critères d'éligibilité du fonds départemental, ces travaux peuvent bénéficier d'une aide financière du Conseil Départemental estimée à 16 120 € soit 10 % d'une dépense éligible de 161 200 € HT.

Le Service Eau et Assainissement propose de solliciter une subvention d'un montant de 16 120 € auprès du Conseil Départemental.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Maire à solliciter une subvention de 16 120 € auprès du Conseil Départemental pour la réalisation des travaux d'amélioration de l'autosurveillance sur la station d'épuration du Halage.**

## 9 - Octroi d'une subvention exceptionnelle au Secours Catholique de la Mayenne

### Mme LEROUX expose :

La Ville de Mayenne, locataire de mètres carrés sociaux dans un immeuble propriété de Mayenne Habitat situé au 158 rue de Bruxelles, met à disposition à titre gracieux l'ensemble de la surface concernée à l'antenne mayennaise du Secours Catholique. L'association a émis, lors d'une rencontre avec M. le Maire, le souhait de pouvoir aménager différemment les locaux occupés en installant notamment une cloison amovible, afin de pouvoir disposer d'un espace plus isolé lorsque les situations avec les familles reçues le nécessitent. Après avoir obtenu l'accord de Mayenne Habitat, l'Association sollicite de la Collectivité l'intervention des services techniques municipaux pour procéder aux travaux en question.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 300 euros TTC au bénéfice du Secours Catholique, correspondant au coût principal des travaux, en sachant qu'une partie des interventions d'électricité seront pris en charge par l'association.**

## 10 - Convention CREHA OUEST – Service Logement Ville de Mayenne

### Mme LEROUX expose :

Le service logement utilise depuis plusieurs années le logiciel IMOWEB de CREHA OUEST pour l'accès au fichier départemental de la demande locative sociale. Cette utilisation, jusqu'alors gratuite, est devenue payante depuis 2021.

Ce logiciel permet :

- d'enregistrer les demandes de logement dans le parc social
- de consulter les demandes de logement du parc social
- de suivre les dossiers après passage en commission (accord, refus, date d'entrée)
- de mieux cibler les besoins en matière de logement (possibilité de filtrer toutes les demandes par typologie de logements : par exemple demandes de T3 sur la ville de Mayenne...etc).

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer la convention 2022/2024 et à régler la participation annuelle de 500 €.**

## 11 - Convention de mise à disposition de locaux Hop Cie avec Mayenne Communauté

### M. BONNET expose :

Conformément aux accords signés selon lesquels la Ville de Mayenne, propriétaire, perçoit un loyer de Mayenne Communauté en lien avec l'exercice de la compétence culture à l'échelle intercommunale, l'association Hop compagnie bénéficie de locaux à titre gracieux à la Visitation. La mise à disposition comprend un bureau, un espace de répétition et un espace de stockage. La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2022 pour une durée d'un an et sera renouvelable chaque année par tacite reconduction.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Maire à signer la convention avec l'association et Mayenne Communauté.**

## 12 - Finances - Exercice 2022 - Subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale – Avance sur subvention 2022

### Mme FOURNIER expose :

L'adoption du budget primitif 2022 est programmée le 30 mars prochain. Afin de ne pas mettre en difficulté financière le CCAS, il est proposé de verser dès février une avance sur la subvention à allouer en 2022 au CCAS pour un montant de 180 000 €. Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2022 sera déterminé avec l'adoption du budget 2022.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance sur la subvention 2022 du CCAS à hauteur de 180 000 €.**

### **13 - Finances - Exercice 2022 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2022**

#### **Mme FOURNIER expose :**

Par délibération n°10 du 20 décembre 2018, une convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Les Possibles pour les années 2019-2022 a été autorisée impliquant notamment le versement à l'association d'une subvention annuelle de 288 255,40 €, sous réserve de la confirmation par le Conseil Municipal à l'occasion du vote du budget.

Le vote du budget primitif 2022 interviendra le 30 mars prochain.

En ce début d'année 2022, l'association LES POSSIBLES devra faire face à des besoins de trésorerie. Il est proposé, afin de ne pas mettre en difficulté financière l'association, de lui verser une avance mensuelle de 24 000 € en février et en mars 2022.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2022 sera déterminé avec l'adoption du budget 2022 conformément à la convention d'objectifs et de moyens précitée.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'une avance totale de 48 000 € sur la subvention 2022 de l'association LES POSSIBLES à verser comme ci-dessus détaillé.**

### **14 - Association Agitato formation – location de locaux – convention 2022 à 2024**

#### **Mme FOURNIER expose :**

Une convention lie jusqu'à présent la ville de Mayenne à l'association Agitato Formation concernant la location d'espaces de travail situés au 44 place Gambetta. 387,94 m² sont ainsi à destination d'activités de formation et 411,35 m² correspondent à l'utilisation de 49,9 % des parties communes de l'ensemble du bâtiment d'une surface totale de 1 600 m².

La convention conclue pour les années 2019 à 2021 portait sur un loyer d'un montant annuel de 24 000 € HT. Concernant la période couvrant les années 2022 à 2024, la convention sera réévaluée en tenant compte de l'indice de référence des loyers.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **valide le principe d'une nouvelle convention entre la ville de Mayenne et Agitato Formation d'une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,**
- **applique dans ce cadre un loyer annuel d'un montant de 24 200 € HT qui sera réévalué, au cours de la convention, en tenant compte de l'indice de références des loyers,**
- **autorise Monsieur le Maire de Mayenne à signer ladite convention et tout document afférent à ce dossier.**

### **15 - Adhésion et approbation des statuts du syndicat mixte e-Collectivités**



### Mme FOURNIER expose :

Dans le cadre du développement des procédures de dématérialisation et des usages numériques dans les collectivités, le syndicat mixte e-Collectivités a été créé par arrêté préfectoral le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Le syndicat mixte régional e-Collectivités, opérateur public de services numériques, est une structure dédiée au développement de l'administration électronique et à la transformation numérique des collectivités territoriales de la région Pays de la Loire.

Le syndicat a pour but d'accompagner les collectivités dans ces domaines, de mettre à leur disposition des moyens et des solutions techniques adaptés, de mutualiser les coûts de développement et de maintenance, d'assurer un niveau d'expertise propre à garantir la sécurité, la fiabilité et la pérennité des solutions mises en œuvre

Le syndicat est un outil de regroupement institutionnel de moyens des collectivités adhérentes.

Le syndicat mixte pourra mettre en place différents services accessibles à tous les adhérents du syndicat dans le cadre de l'activité générale du syndicat définie par ses statuts. Il est chargé, notamment, de mener toutes réflexions utiles au développement des outils et des usages numériques dans les collectivités et les établissements publics adhérents. A cet égard, il exerce une veille juridique et technologique afin d'identifier les outils et les usages les plus pertinents. Il réalise les études nécessaires au déploiement des solutions mutualisées. Il mène des actions d'information et de formation permettant aux élus des structures adhérentes, et à leurs collaborateurs, de comprendre et maîtriser les solutions mises en œuvre.

Le syndicat favorise l'accès aux services et usages numériques à l'ensemble de ses membres en développant des outils mutualisés, notamment la mise en place d'une plateforme d'administration électronique permettant entre autres la télétransmission des actes au contrôle de légalité, les échanges numérisés entre les collectivités et les établissements publics avec les trésoreries, la mise en œuvre de la signature et du parapheur électronique, la dématérialisation des marchés publics, et autres.

Le syndicat pourra développer des solutions informatiques génériques et pourra en outre rechercher et mettre en œuvre des solutions informatiques métiers susceptibles d'intéresser ses adhérents. Le syndicat pourra également proposer des solutions matérielles et logicielles en rapport avec l'objet du syndicat.

Le syndicat peut également être coordonnateur de groupements de commandes publiques se rattachant à son objet, dans tous les domaines ci-dessus évoqués, ou correspondant à des besoins communs au syndicat et à ses membres, notamment en matière de fourniture de certificat de signature électronique, et autres.

Le syndicat peut aussi intervenir comme centrale d'achat au profit de ses membres adhérents pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant aux domaines d'activités de ses compétences statutaires, notamment en matière de télécommunication, école numérique et autres.

Le syndicat mixte peut également intervenir pour le compte de ses membres ou, de façon accessoire, pour le compte de tiers non membres, notamment sous forme de réalisation d'études, de prestations de services, de missions d'assistance ou de mise à disposition des solutions proposées par le syndicat, dans le respect de la législation applicable, dès lors que ces interventions portent sur un objet se rattachant aux missions statutaires du syndicat mixte.

Cet établissement public permet :

- d'éviter toute fracture numérique entre les collectivités de la région et d'avancer d'un même pas pour mettre à profit les possibilités du numérique,
- de garantir une gestion plus performante, une sécurisation des systèmes d'information, une plus grande célérité dans les échanges et une relation plus efficace avec les citoyens,
- de réaliser des économies d'échelle et de mutualiser les solutions, les études et l'expertise nécessaires à la conduite de ce type de projets innovants.

Les modalités d'accès aux différents services mis en place par le syndicat dans le cadre de son activité sont définies par le comité syndical.

Concernant la représentation au comité syndical, les statuts prévoient la répartition suivante :

- Communes / 10 délégués
- Communautés de communes et d'agglomération / 4 délégués
- Syndicats de communes, syndicats mixtes et autres établissements publics locaux / 2 délégués
- Syndicats de communes, syndicats mixtes et établissements publics couvrant en totalité le périmètre d'un département ou de la région / 4 délégués
- Départements / 1 délégué
- Région / 1 délégué

La collectivité adhère au Centre de Gestion 53 pour différentes solutions informatiques (dématérialisation des actes, RGPD (règlement général protection des données)....). Le départ à la retraite du responsable informatique du CDG 53 puis d'un informaticien en 2022 a conduit le CDG 53 à un rapprochement avec le syndicat mixte régional e-collectivités avec l'ambition de se donner les moyens d'accompagner les collectivités mayennaises dans la réponse au défi, sans cesse croissant, du numérique.

Compte tenu de l'intérêt pour la commune d'adhérer au syndicat mixte e-Collectivités pour la mise en œuvre des projets numériques, il vous est demandé d'adopter les statuts joints à la présente délibération, et d'adhérer ainsi à la structure.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **adopte les statuts du syndicat mixte ouvert à la carte dénommé « e-Collectivités »**
- **décide d'adhérer à cette structure qui a un coût annuel de 5604,69 €**
- **autorise M. le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.**

**16 - Election d'un représentant au syndicat mixte e-Collectivités au sein du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre**

**Mme FOURNIER expose :**

Le syndicat mixte e-Collectivités, auquel notre intercommunalité a décidé d'adhérer, a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014 par arrêté préfectoral.

Conformément aux dispositions des statuts, la composition du comité syndical est la suivante :

- Collège des communes : 10 délégués titulaires et 10 délégués suppléants ;
- Collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre : 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ;
- Collège des syndicats de communes, syndicats mixtes et autres établissements publics locaux : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;
- Collège des syndicats de communes, syndicats mixtes et établissements publics couvrant en totalité le périmètre d'un département ou de la région : 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ;
- Les départements : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant ;
- La Région Pays de la Loire : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

Les 5 premiers collèges sont constitués d'1 représentant par organe délibérant des différentes structures concernées (communes, EPCI, autres établissements locaux, autres établissements couvrant le périmètre d'un département ou de la région, départements). L'ensemble des représentants ainsi élus seront appelés, dans un second temps, à procéder à l'élection, par correspondance, des délégués de leur collège.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, désigne Tony Bonnet, comme représentant de la ville de Mayenne, qui sera appelé dans un second temps à procéder à l'élection des délégués au sein du comité syndical d'e-Collectivités.**

Ville de Mayenne  
Séance du 27 janvier 2022

## 17 - Finances – Droits de stationnement – Tarifs au 1<sup>er</sup> février 2022

### Mme FOURNIER expose :

Il vous est proposé de reprendre la délibération du 9 décembre dernier et de modifier le tarif des installations foraines passant ainsi de 1,10 € le m<sup>2</sup> par jour à 0,20 € le m<sup>2</sup> par jour.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer ainsi qu'il suit les tarifs d'occupation des trottoirs ou voies publiques à compter du 1<sup>er</sup> février 2022 :

### **DROITS DE STATIONNEMENT**

#### □ Champ de Foire (Parc des Expositions)

- cirques – par jour de représentation	
surface ≤ 500 m <sup>2</sup>	90,00 €
de 501 à 1 000 m <sup>2</sup>	155,00 €
de 1 001 à 2 000 m <sup>2</sup>	370,00 €
- cirques – par jour de stationnement (sans représentation)	50,00 €

#### □ Installations foraines :

- manèges, y compris caravanes et camions le m <sup>2</sup> par jour	0.20 €
---	--------

#### □ Abords spectacles

-par véhicule commercial et par manifestation (galettes, saucisses)	34,00 €
---	---------

#### □ Centre-Ville

#### □ Installations, manèges :

-manèges, y compris caravanes et camions, le m <sup>2</sup> par jour	0,15 €
---	--------

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs à compter du 1<sup>er</sup> février 2022.**

## 18 - Finances - Exercice budgétaire 2022 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

### Mme FOURNIER expose :

Le budget primitif 2022 de la Ville sera proposé au vote le 31 mars prochain.

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3<sup>ème</sup> alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Ainsi, afin d'assurer un bon fonctionnement des services municipaux et de procéder à la continuité des travaux, il est proposé d'ouvrir dès à présent divers crédits d'investissement indispensables à la réalisation d'opérations dont le financement seront prévus au budget primitif 2022.

Ces propositions ont été présentées à la commission des finances du 19 janvier dernier pour un montant total de 701 590 € dont le détail figure dans le tableau ci-après :

IMPUTATION			AFFECTATION DES CRÉDITS	Dépenses Montant TTC	Recettes Montant TTC
Chap.	Nature	Fonction			
20	2031	01	Etude de faisabilité pour l'extension du réseau de chaleur biomasse du CHNM	110 000 €	
13	1328	01	Financement Adème sur l'étude de faisabilité du réseau de chaleur		70 000 €
204	2041582	822 0	Travaux d'effacement des réseaux par le TEM rues des Pescheries et du Dr Morisset	154 267 €	
204	2041582	822 0	Travaux d'effacement des réseaux par le TEM rue Fontaine	106 403 €	
21	21316	026 3	Equipement du cimetière : murs de mémoire et dalles de recouvrement des cavurnes	27 920 €	
21	21571	813	Balayeuse de voirie	203 000 €	
21	2188	024 0	Animations de la Ville : Décorations des rues Charles de Gaulle et Saint Martin	10 000 €	
21	2184	520	Mobilier de bureau pour le nouveau lieu d'accueil du CCAS rue Château Trompette	25 000 €	
21	2183	01	Matériel de bureau et informatique	30 000 €	
23	2313	411	Opération 0019 -Travaux salle de sports Robert Buron	35 000 €	
13	1322	411	Subvention de la Région Travaux Salle Robert Buron		60 000 €
			<b>TOTAL</b>	<b>701 590 €</b>	<b>130 000 €</b>

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

**- autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif du budget principal 2022.**

**- dit que les crédits votés seront repris au budget primitif du budget principal 2022 lors de son adoption.**

**19 - Exercice budgétaire 2022 – Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits**

**Mme FOURNIER expose :**

Le budget primitif 2022 de la Ville sera proposé au vote le 31 mars prochain.

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants),

Ville de Mayenne  
Séance du 27 janvier 2022

le Maire peut avant le vote du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Ainsi, il est proposé d'ouvrir par anticipation les crédits nécessaires aux travaux d'amélioration du système d'autosurveillance de la station d'épuration du Halage.

Ces propositions ont été présentées à la commission des finances le 19 janvier dernier pour un montant de 161 200 € en dépenses dont le détail figure dans le tableau ci-après :

AFFECTATION DES CRÉDITS			Dépenses Montant HT	Recettes Montant HT
21	2156	Travaux station d'épuration du Halage	161 200 €	
13	131	Fonds Départemental		16 120 €
13	131	Agence de l'Eau		112 840 €
TOTAL			161 200 €	128 960 €

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

**- autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif du budget annexe eau et assainissement 2022.**

**- dit que les crédits votés seront repris au budget primitif du budget annexe Eau et Assainissement 2022 lors de son adoption.**

**20 – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Sainte Anne Saint Joseph – Subvention à l'OGEC Vallée Don Bosco**

**Mme FOURNIER expose :**

Une demande de participation nous est parvenue de l'école Sainte Anne Saint Joseph pour un séjour en classe de neige en janvier 2022.

Le coût du séjour s'élevant pour les familles à 452 €, la participation de la ville est calculée comme suit :

- ▲ si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 361,60 €,
- ▲ si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville,
- ▲ si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante :  $629,34 - (0,6300 \times QF)$

Compte-tenu des éléments fournis par les familles, le montant de notre participation globale est de 1 889,13 € pour 9 élèves mayennais aidés. Cette somme sera versée sur le compte de l'OGEC Vallée Don Bosco.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote), octroie une aide aux familles domiciliées à Mayenne dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques, en fonction des revenus et plus précisément sur la base du quotient familial CAF.**

**21 – Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Crématorium – Tarifs 2022****Mme FOURNIER expose :**

*Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, maintient à leurs niveaux de 2021 les tarifs à appliquer pour l'activité liée au Crématorium à compter du 9 février 2022 tels qu'ils ont été présentés au Conseil d'exploitation du 5 janvier dernier :*

Nature des Prestations	Tarifs 2022		
	TTC en €	HT en €	TVA en €
<b><u>CREMATORIUM</u></b>		1,200	1,200
<b>CREMATIONS</b>			
Adultes avec ou sans sonorisation FORFAIT 30 minutes	<b>510,00</b>	425,00	85,00
Enfants (1 à 12 ans) avec ou sans sonorisation FORFAIT 30 minutes	<b>300,00</b>	250,00	50,00
Enfants (moins de 1 an) avec ou sans sonorisation FORFAIT 30 minutes	<b>110,00</b>	91,67	18,33
Enfants mort-né avec ou sans sonorisation FORFAIT 30 minutes	<b>110,00</b>	91,67	18,33
<b>CREMATION APRES EXHUMATION</b>			
Moins de 5 ans après inhumation	<b>510,00</b>	425,00	85,00
Plus de 5 ans après inhumation	<b>300,00</b>	250,00	50,00
<b>CREMATION DE PIECES ANATOMIQUES (déchets hôpitaux)</b>			
Containers de 60 kg ou 200 litres maximum	<b>510,00</b>	425,00	85,00
Containers de 30 kg ou 100 litres maximum	<b>300,00</b>	250,00	50,00
Crémation pièces anatomiques moins de 30 kg ou crémation de divers prélèvements suite à autopsie	<b>110,00</b>	91,67	18,33
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>			
Dépôt provisoire de l'urne au crématorium forfait par mois après le 1er mois (1er mois gratuit)	<b>25,00</b>	20,83	4,17
Dépôt du cercueil en case réfrigérée en attente de crémation sur demande de la famille (forfait par jour hormis le jour de la crémation)	<b>48,00</b>	40,00	8,00

Les montants sont votés Hors Taxes, les tarifs TTC et les montants de TVA évolueront en fonction du taux de TVA applicable.

**22 – Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Chambre funéraire – Tarifs 2022****Mme FOURNIER expose :**

*Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, fixe ainsi qu'il suit les tarifs à appliquer pour l'activité liée à la chambre funéraire à compter du 9 Février 2022 tels qu'ils ont été présentés au Conseil d'Exploitation du 5 janvier dernier :*



Nature des Prestations	TARIFS 2022		
	TTC en €	HT en €	TVA en €
<b>CHAMBRE FUNERAIRE</b>		1,000	1,000
<b>PERSONNEL</b>			
Personnel chambre funéraire	35,00	29,17	5,83
<b>SALON</b>			
Forfait 3 jours	335,00	279,17	55,83
Forfait 1 jour	123,00	102,50	20,50
<b>CELLULE FROID</b>			
Froid positif	57,00	47,50	9,50
Froid positif (jour supplémentaire)	20,00	16,67	3,33
Froid négatif	63,00	52,50	10,50
Froid négatif (jour supplémentaire)	21,00	17,50	3,50
<b>SALLE DE DEPOT PROVISoire</b>			
Par corps (pour les corps ne séjournant pas dans un salon de la chambre funéraire municipale)	52,00	43,33	8,67
<b>SALLE DE RECUEILLEMENT</b>			
Sans sonorisation ni Maître de cérémonie	146,00	121,67	24,33
Avec ou sans sonorisation mais avec Maître de cérémonie	183,00	152,50	30,50
Mise à disposition d'une salle pour les soins	72,00	60,00	12,00
Mise à disposition d'une salle pour la toilette	32,00	26,67	5,33
<b>PLAQUE D'IDENTITE</b>	40,00	33,33	6,67

Les montants sont votés Hors Taxes, les tarifs TTC et les montants de TVA évolueront en fonction du taux de TVA applicable.

### 23 – Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Pompes funèbres – Tarifs 2022

Mme FOURNIER expose :

*Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, fixe ainsi qu'il suit les tarifs à appliquer pour la régie des pompes funèbres à compter du 9 Février 2022 tels qu'ils ont été présentés au Conseil d'Exploitation du 5 janvier dernier :*

Nature des Prestations	TARIFS 2022		
	TTC en € arrondi	HT en €	TVA en €
<b>TRANSPORT FUNERAIRE</b>			
<b>FOURGON</b>			
la Ville) à un cimetière de Mayenne, y compris, s'il y a lieu, passage en un édifice cultuel			
Classe unique (adultes et enfants)	87,00	79,09	7,91
Fourgon et chauffeur sans cérémonie	138,00	125,45	12,55
Fourgon et chauffeur seul avec cérémonie	175,00	159,09	15,91
La fourniture du fourgon est gratuite pour les indigents (adultes et enfants) de la Ville de MAYENNE			
<b>VOITURE DE DEUIL (pour Mayenne seulement)</b>			
Forfait voiture pour transport de fleurs et urnes	25,00	22,73	2,27
<b>TRANSPORT EN CERQUEILS</b>			
<i>de corps en cercueil en fourgon</i>			
prise en charge	42,00	38,18	3,82
par kilomètre parcouru (aller et retour)	1,30	1,18	0,12
heure d'attente ou service suppl.	24,50	22,27	2,23
Forfait déplacement hors commune < 30 Km	64,40	58,55	5,85
<b>PERSONNEL</b>			
Arrivée, transfert (ville ou extérieur), départ			
1 porteur	72,00	60,00	12,00
2 porteurs	110,00	91,67	18,33
3 porteurs	158,00	131,25	26,75
4 porteurs	199,00	165,83	33,17
6 porteurs	307,00	255,83	51,17
Domicile, église ou non, cimetière			
1 porteur	105,00	87,50	17,50
2 porteurs	172,00	143,33	28,67
3 porteurs	235,00	195,83	39,17
4 porteurs	297,00	247,50	49,50
6 porteurs	422,00	351,67	70,33
<b>MAÎTRE DE CÉRÉMONIE</b>			
<i>pour un service funéraire complet :</i>			
Adulte	128,00	106,67	21,33
enfant de moins de 7 ans	100,00	83,33	16,67
pour arrivée, transfert, départ de corps	48,00	40,00	8,00
pour arrivée de corps au cimetière	57,00	47,50	9,50
<i>pour mise en bière :</i>			
Adulte	52,00	43,33	8,67
Enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33
<i>pour inhumation, exhumation et réinhumation, dépositaire à fosse ou caveau</i>			
Adulte	54,00	45,00	9,00
enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33
<b>MISE EN BIÈRE</b>			
enfant de moins de 7 ans (1 porteur)	44,00	36,67	7,33
Interv. spéciale Cercueil Zinc	63,00	52,50	10,50
Adulte - 1 porteur	45,00	37,50	7,50
Adulte - 2 porteurs	86,00	71,67	14,33
Adulte - 3 porteurs	130,00	108,33	21,67
Interv. spéciale Cercueil Zinc - 2 porteurs	127,50	106,25	21,25
Préparation, livraison cercueil (enfant ou adulte)	32,00	26,67	5,33
Mise en bière d'un mort-né et transport au cimetière	44,00	36,67	7,33
Inhumation dans l'ossuaire du cimetière d'un fœtus ou d'un membre amputé (apporté sur place)	11,00	9,17	1,83
Fourniture de sels antiseptiques	7,00	5,83	1,17

<b>CERCUEILS</b>			
<b>CERCUEILS, CHENE 27 mm pour adultes</b>			
CERCUEILS DEMIE TOMBEAU MASSIF – REF 217	658,00	548,33	109,67
<b>93 CERUSE</b>	1 165,00	970,83	194,17
Parisien socle, réf. 101, chêne clair	600,00	500,00	100,00
Tombeau Acajou 28 mm, liseré doré	1 701,00	1 417,50	283,50
<b>102 PYRO CHENE</b>	676,00	563,33	112,67
<b>110 PMA</b>	624,00	520,00	104,00
<b>217 CHENE BOURGOGNE</b>	680,00	566,67	113,33
<b>200 ALLIER CHENE</b>	697,00	580,83	116,17
<b>214 DAUPHINE</b>	845,00	704,17	140,83
<b>299 NOYE</b>	1 260,00	1 050,00	210,00
<b>107 TRIPLE DESSUS</b>	735,00	612,50	122,50
<b>A CAJOU</b>	1 440,00	1 200,00	240,00
<b>DIAMANT</b>	1 177,00	980,83	196,17
<b>212</b>	691,00	575,83	115,17
<b>201 TOMBEAU MASSIF BRETAGNE</b>	960,00	800,00	160,00
<b>SOCIAL</b>	396,00	330,00	66,00
<b>HORS COTE CHENE PARISIEN</b>	756,00	630,00	126,00
<b>CERCUEILS pour enfants</b>			
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 0,60</b>	179,00	149,17	29,83
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 0,80</b>	179,00	149,17	29,83
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,00</b>	189,00	157,50	31,50
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,20</b>	201,00	167,50	33,50
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,40</b>	216,00	180,00	36,00
<b>CERCUEIL ENFANT PIN 0,50</b>	108,00	90,00	18,00
<b>CERCUEIL POUR MORT NE VERNI OU BLANC</b>	65,00	54,17	10,83
<b>CERCUEILS SAPINS</b>			
Cercueils Réf 278 PERIGORD PYROGRAVE	529,00	440,83	88,17
Parisien peuplier crémation Perigord	502,00	418,33	83,67
Parisien crémation peulier	317,00	264,17	52,83
ref 102 PIN, INC	416,00	346,67	69,33
<b>101 CERCUEIL PIN PARISIEN</b>	436,00	363,33	72,67
<b>200 ALLIER PIN</b>	528,00	440,00	88,00
<b>213 PIN</b>	564,00	470,00	94,00
<b>HORS COTE PIN</b>	444,00	370,00	74,00
<b>CERCUEILS ZINC</b>			
Zinc pour Parisien, adulte	418,00	348,33	69,67
Zinc pour demi-tombeau, adulte	480,00	400,00	80,00
<b>BOÎTES A RELIQUES (vis comprises)</b>			
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,35 m)	51,00	42,50	8,50
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,70 m)	90,00	75,00	15,00
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,00 m	103,00	85,83	17,17
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,20 m	110,00	91,67	18,33
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,40 m	124,00	103,33	20,67
<b>POIGNEES POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS</b>			
POIGNEES NI	13,50	11,25	2,25
Poignée Ange (petite)	11,20	9,33	1,87
Poignée Ange (grande)	11,20	9,33	1,87
Poignée azur	33,00	27,50	5,50
Poignées bois	10,00	8,33	1,67
Poignée demi lune laiton massif	44,00	36,67	7,33
Poignée demi lune zamack dorée	36,00	30,00	6,00
Poignées arc en ciel laiton	33,00	27,50	5,50
Poignées arc en ciel argent	33,00	27,50	5,50
poignée zamack bicolore	39,00	32,50	6,50

<b>FOURNITURES</b>			
<b>GARNITURES POUR CERCUEILS ADULTES</b>			
CAPITON L'ARUM 250170	92,00	76,67	15,33
Capiton ouatellose n°1 blanc	40,00	33,33	6,67
Capiton Satin Broché Jean L	96,00	80,00	16,00
Capiton GALI	106,00	88,33	17,67
Capiton encre marine Yarkan	109,00	90,83	18,17
capiton LADDA Anémone	98,00	81,67	16,33
capiton Taipa	99,00	82,50	16,50
CAPITONS N°1 TAFFETAS	48,00	40,00	8,00
CAPITON BYBLOS LUXE TAFFETAS BLANC	78,00	65,00	13,00
CAPITON BRAGA HANOI COTON	93,00	77,50	15,50
CAPITON BRAGA BALGO COTON	93,00	77,50	15,50
CAPITON BYBLOS LUXE VOLANT	102,00	85,00	17,00
CAPITON MISTRAL	120,00	100,00	20,00
CAPITON BYBLOS LUXE SATIN	96,00	80,00	16,00
CAPITON BYBLOS ARUM OU FEUILLE	102,00	85,00	17,00
CAPITON BRAGA MONACO	194,00	161,67	32,33
CAPITON BRAGA ORCHIDEE	192,00	160,00	32,00
CAPITON BRAGA PIN	120,00	100,00	20,00
CAPITON BRAGA BALGO	132,00	110,00	22,00
CAPITON BRAGA LONDON	138,00	115,00	23,00
CAPITON HANOI LINO	134,00	111,67	22,33
CAPITON ENEVOS COTON BLANC ET MARINE	84,00	70,00	14,00
CAPITON EVENOS COTON ECRU ET CHOCOLAT	97,00	80,83	16,17
<b>GARNITURES POUR CERCUEILS ENFANTS</b>			
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 0,60 m à 1 m	71,00	59,17	11,83
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 1,20 m à 1,40 m	86,00	71,67	14,33
<b>DIVERS</b>			
Housse biodégradable	56,00	46,67	9,33
Housse exhumation	105,00	87,50	17,50
Cuvette Biodégradable	15,00	12,50	2,50
Appareil épurateur de gaz	92,00	76,67	15,33
Table réfrigérante	62,00	51,67	10,33
<b>CHRIST POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS</b>			
NICKELE	36,00	30,00	6,00
VIEUX BRONZE	45,00	37,50	7,50
Christ pour cercueils crémation BOIS	12,00	10,00	2,00
<b>CROIX</b>			
Croix Enfant ARGENT	12,00	10,00	2,00
Croix VIEUX BRONZE	32,00	26,67	5,33
Croix Argent	29,00	24,17	4,83
<b>ROSE</b>			
Rose laiton	45,00	37,50	7,50
Rose Argent	26,00	21,67	4,33
Rose crémation	22,00	18,33	3,67
Rose zamack VB	24,00	20,00	4,00
EMBLEME FLORAL DORE	38,00	31,67	6,33
EMPLEME FLORAL ARGENTE	38,00	31,67	6,33
<b>CACHE-VIS</b>			
CACHE-VIS VIEUX BRONZE ou LAITON	2,86	2,38	0,48
Cache-VIS NICKELE TOLE	2,50	2,08	0,42
Cache-vis Bois	2,05	1,71	0,34
Cache vis Argent	2,95	2,46	0,49
<b>ACCESSOIRES DIVERS</b>			
Coussin pour décorations	3,10	2,58	0,52
Boîte recueil de dons	44,00	36,67	7,33
Plaque d'identité gravée pour cercueils	40,00	33,33	6,67
Croix de remarque	47,00	39,17	7,83
Registre condoléances (décoré)	48,00	40,00	8,00
Cœur mémoria	24,00	20,00	4,00
<b>PRISE EN CHARGE, FORMALITES, ACCOMPAGNEMENT DE CORPS</b>			
Pour service complet à Mayenne, adulte ou enfant	81,00	67,50	13,50
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet dans le dépt	81,00	67,50	13,50
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet hors dépt	120,00	100,00	20,00
Démarches ou déclarations	50,00	41,67	8,33



URNES			
URNES ET AUTRES			
URNE ALUMINIUM UNIE	40,00	33,33	6,67
URNE MARBREE	52,00	43,33	8,67
URNE COEUR BATTANT	76,00	63,33	12,67
URNE RESINE LAQUEE GALA	90,00	75,00	15,00
URNE LYSEA	113,00	94,17	18,83
URNE FIBRE DE VERRE CALMA	97,00	80,83	16,17
URNE GRANIT CARREE	147,00	122,50	24,50
URNE TERRE CUITE OU GRES	120,00	100,00	20,00
URNE IMMERSION	162,00	135,00	27,00
URNE BIODEGRADABLE	60,00	50,00	10,00
URNE ENFANT	45,00	37,50	7,50
URNE CARTON POUR DISPERSION	27,00	22,50	4,50
CENDRIER 33L REF99VC2	11,00	9,17	1,83
RELIQUAIRE	23,00	19,17	3,83
PLAQUE IDENTITE POUR URNES	10,00	8,33	1,67

Les montants sont votés Hors Taxes, les tarifs TTC et les montants de TVA évolueront en fonction du taux de TVA applicable.

#### 24 - Finances – Budget Principal - Exercice 2022 – Admission en non-valeur de produits communaux

##### Mme FOURNIER expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Municipal, une liste de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non-valeur pour un total de 2 044,13 €. Les motivations de cette admission en non-valeur relèvent de montants inférieurs au seuil de poursuite, de poursuites sans effet ou encore de domiciliation inconnue.

##### **Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **autorise l'admission en non-valeur des créances mentionnées sur la liste n°4956720412 pour un total de 2 044,13 € sur le budget principal - exercice 2022.**
- **dit que la dépense sera imputée sur le c/6541.**

#### 25 - Finances – Budget Principal - Exercice 2022 – Admission en non-valeur de produits communaux – Créances éteintes

##### Mme FOURNIER expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Municipal, une demande d'admission en non-valeur pour un total de 16 591,97 € portant sur deux créances éteintes en raison d'une situation de surendettement d'un particulier (pour 794,13 €) et d'une situation de liquidation judiciaire d'une société (pour 15 797,84 €).

##### **Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste annexée pour un total de 16 591,97 € sur le budget principal de l'exercice 2022.**
- **dit que la dépense sera prélevée à l'article c/6542.**

#### 26 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance, chauffage, ventilation et climatisation (22SER04)

##### Mme FOURNIER expose :

La maintenance des installations et équipements de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaire est actuellement assurée par un contrat arrivant à terme le 27 juillet 2022 pour les bâtiments communaux

et intercommunaux.

Afin de garantir le bon fonctionnement du matériel susvisé il convient de relancer une consultation pour les cinq prochaines années.

Ces deux entités ayant pour projet de relancer une consultation pour cette opération, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Il est établi conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

Cette procédure sera numérotée 22SER04, intitulée « Marché de maintenance, chauffage, ventilation et climatisation », et donnera lieu à la signature de 2 contrats, un par entité membre du groupement. Leur durée sera fixée à 5 ans ferme et non reconductible. Au regard du montant estimé des achats, une procédure sous forme d'appel d'offres sera nécessaire.

Sur une période de 5 ans, les besoins estimés pour les deux collectivités en 2017 étaient les suivants :

- ❖ Ville de Mayenne : 1 027 100 € HT sur 24 sites
- ❖ Mayenne Communauté : 208 300 € HT sur 7 sites

Ces données sont en cours d'actualisation pour l'opération objet du groupement.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera effectué par la commission d'appel d'offres (CAO) de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire :**

- **à signer la Convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;**
- **à signer et exécuter les marchés Ville de Mayenne avec le(s) titulaire(s) ainsi que les pièces s'y rapportant.**

\*\*\*\*\*

**M. TALOIS :** Je voudrais parler de la démarche de concertation qui débute samedi. Comme nous nous y étions engagés, nous mettons en place une démarche de concertation sur la question de la rénovation du centre-ville de Mayenne. La volonté est d'impliquer le plus possible les habitants sur un sujet aussi important. Depuis quelques mois, nous avons mis en place un comité de pilotage pour avancer sur ce sujet. Nous avons fait le choix d'être accompagné par une agence pour conduire cette opération. D'une part, il y a les compétences requises pour que le travail soit fait de manière très satisfaisante. C'est important que les élus soient dans la bonne posture de manière à ce que le travail soit efficace. Une démarche méthodologique a été mise en place et les premières opérations vont débuter samedi prochain. Les habitants vont pouvoir s'exprimer sur le centre-ville. Il y aura une déambulation urbaine à laquelle sont conviés les élus qui le souhaitent. Ensuite, il y aura des réunions avec les commerçants. Puis, un jury citoyen sera mis en place, chargé d'approfondir toutes ces questions et de les travailler sur les trois prochains mois. Cette semaine, seront envoyés 3500 courriers pour proposer aux habitants d'y participer et nous en retiendrons 25 dont la moitié habitant à Mayenne, 1/4 des communes limitrophes et 1/4 des communes plus éloignées. Le 30 mai, il y aura une restitution publique de ce travail.

**M. LE SCORNET :** Merci, c'est une belle aventure qui s'annonce.



**M. CHOUZY** : On est venu me rapporter à plusieurs reprises des problématiques d'éclairage, notamment au niveau du lotissement de la Touche et du centre-ville. Qu'en est-il ?

On m'interroge également sur la réouverture du parking du parc des expositions aux véhicules ?

A niveau du centre-ville, on remarque également de plus en plus un phénomène que certains qualifient de «clochardisation du centre-ville». Est-ce que quelque chose va être mis en place ?

**M. MARIOTON** : L'éclairage public a fait l'objet d'une convention avec Territoire Energie sur 4 ans. On a priorisé les secteurs en fonction de l'état de vétusté apparent des différents secteurs. Par exemple, sur la place des Halles, nous sommes face à problème de présence d'eau dans les câbles et ça disjoncte régulièrement. On espère trouver une solution temporaire. On va communiquer dans la presse et sur le site internet les travaux qui sont prévus dans les prochains mois afin que les gens puissent se projeter. Une partie des équipements qui sont en panne ne seront pas remis en l'état. Ce serait dépenser de l'argent pour rien.

**M. LE SCORNET** : Je ne comprends pas le terme « clochardisation du centre-ville », qui me paraît fort et pas adapté. Il y avait des personnes devant les commerces de la place du 9 juin. Pour réponse, dans un premier temps, nous avons fait un travail social avec de la prévention. Ces personnes n'étaient pas du tout des clochards car ils avaient un appartement. Ils sont soumis à des phénomènes d'alcoolisation sur la voie publique qui étaient néfastes pour tout le monde. On a adopté un arrêté pour interdire la consommation d'alcool sur la voie publique. J'ai demandé des actions de contact auprès de la gendarmerie et des ASVP. Le travail social est compliqué dans la mesure où ce sont des personnes qui n'acceptent pas la moindre prise en charge. Le soir de Noël, il y avait une personne sans domicile fixe, Cette personne a été prise en charge par les services sociaux de la collectivité. Les logements d'urgence à Mayenne étaient complets et elle s'est vu proposée un hébergement à Laval. Nous lui avons proposé de prendre en charge le transport pour s'y rendre mais elle a refusé. Parfois, on est face à des situations délicates. Quand nous sommes informés de la présence d'une personne sans domicile fixe, nous lui proposons une solution d'hébergement et de repas. Personne n'est laissé au bord de la route.

Concernant la réouverture de la voie de circulation au parc des expositions, je rappelle que le couloir de sécurité est nécessaire tant que le hall des expositions n'a pas été abattu, d'où l'interdiction de circulation.

**M. CHOUZY** : Je n'ai pas dit que je partageais le phénomène de «clochardisation». Effectivement, il y a la place du 9 juin mais également la place des Halles et Georges Clémenceau. On voit des personnes trainer et opérer de la mendicité. J'ai bien entendu les actions menées. Le fait d'avoir des ASVP et les forces de sécurité intérieure œuvrer au quotidien est très bien et peut être qu'il faut renforcer cette présence.

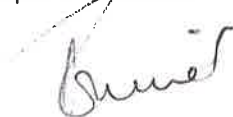
Concernant le parc des expositions, j'entends bien. Mais il est difficile de comprendre que les autos écoles puissent y aller et pas les autres. Je comprends les raisons de sécurité et je les partage.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 30.

Vu, la secrétaire

Dominique FOURNIER



Vu, le Maire

Jean-Pierre LE SCORNET

